



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2025/DRIEAT/UD77/024 du 10/02/2025
de prescriptions complémentaires relatif**

**aux conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers alluvionnaires autorisée au
bénéfice de la société LAFARGE GRANULATS sur le territoire de la commune de HERME.
AIOT n° 0006515812**

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015 DCSE M 001 du 12 janvier 2015 autorisant la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 66ha 79a 62ca, et des installations de lavage de sables sur le territoire de la commune de HERME pour une durée de 20 ans ;

VU le changement de dénomination sociale intervenu le 1^{er} janvier 2018, la Société LAFARGE GRANULATS FRANCE devenant la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD77 044 du 13 avril 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS pour la carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune de HERME ;

VU la lettre du 1^{er} mars 2022 de la société LAFARGE GRANULATS informant Monsieur le préfet de Seine-et-marne que la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS a changé de dénomination sociale et de siège social le 1^{er} janvier 2022 ;

VU la demande de la société LAFARGE GRANULATS, en date du 17 janvier 2025, sollicitant une modification des montants de référence des garanties financières à la suite de l'inspection du 14 novembre 2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 04/02/2025 de l'inspection des installations classées ;

VU les observations formulées par le demandeur le 10/02/2025 sur ce projet ;

CONSIDÉRANT la modification des montants de référence des garanties financières ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L.511-1 et L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

L'arrêté préfectoral n° 2015 DCSE M 001 du 12 janvier 2015 autorisant la société LAFARGE GRANULATS, dont le siège social est situé 14-16 Boulevard Garibaldi, 92130 Issy-les-Moulineaux, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 66ha 79a 62ca, et des installations de lavage de sables sur le territoire de la commune de HERME pour une durée de 20 ans, est modifié en ce qui concerne les garanties financières.

Le SIRET de la carrière d'HERME est 56211088202540.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Hermé et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Herm pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de PROVINS,
- le Maire de HERME,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 10 février 2025

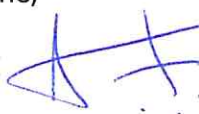
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice empêchée,

L'adjoint à la Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,

David LEROUGE



Destinataires d'une copie par mail :

- Société LAFARGE GRANULATS
- M. le Maire de HERME
- M. le Sous-Préfet de PROVINS,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ANNEXE

à l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/024 du 10 février 2025

de prescriptions complémentaires modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sables et
graviers alluvionnaires autorisée au bénéfice de la société LAFARGE GRANULATS sur le territoire de
la commune de HERME

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 - ACTES ANTÉRIEURS.....	2
ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS.....	2
CHAPITRE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES.....	2
ARTICLE 2.1 - MONTANT DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	2
ARTICLE 2.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 2.3 - RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 2.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 2.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
ARTICLE 2.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
ARTICLE 2.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
ARTICLE 2.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	6

ANNEXES

CHAPITRE 1 - ACTES ANTÉRIEURS

ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS

Références des actes administratifs antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées
Arrêté préfectoral n° 2015 DCSE M 001 du 12 janvier 2015 autorisant la société LAFARGE GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 66ha 79a 62ca, et des installations de lavage de sables sur le territoire de la commune de HERME pour une durée de 20 ans.	Les prescriptions du chapitre V de l'arrêté préfectoral de 2015 sont remplacées par celles du chapitre 2 du présent arrêté complémentaire pour la période du 01/01/2025 au 12/01/2035 inclus.
Arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD77 044 du 13 avril 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société LAFARGE pour la carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune de HERME.	Les prescriptions du chapitre 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021 concernant les garanties financières sont abrogées à compter de la notification du présent APC.

CHAPITRE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES

Les prescriptions du chapitre V relatif aux garanties financières de l'arrêté préfectoral n° 2015 DCSE M 001 du 12 janvier 2015 sont remplacées par celles du chapitre 2 du présent arrêté de prescriptions complémentaires à compter de la notification du présent Arrêté Préfectoral, pour les deux périodes à venir.

ARTICLE 2.1 - MONTANT DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (TTC), est précisé dans le tableau ci-après :

PÉRIODES	S1 MAXIMALE (ha)	S2 MAXIMALE (ha)	L MAXIMALE (m)	MONTANT DE RÉFÉRENCE (€ TTC)
01/01/2025 au 31/12/2030	9	22	6650	1 664 468 €
10/01/2031 au 12/01/2035 inclus	4,5	5,7	6650	798 593 €

Le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière est déterminé selon les dispositions suivantes.

La formule de calcul utilisée pour déterminer le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière à ciel ouvert est la formule n°1 pour les « carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3)$$

avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :

S1 : 15 555 euros / ha ;

S2 : 34 070 euros / ha ;

L : 47 euros / m.

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{1 + \text{TVA}_0} = 1,38$$

avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 de novembre 2024 publié en janvier 2025 = **130,2** × 6,5345 (coefficient de raccordement) = **850,79** ;
- Index₀ : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
- TVA_R : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- TVA₀ : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 2.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution de garanties financières. Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 2.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 2.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n \times (1 + \text{TVA}_n)}{\text{Index}_r \times (1 + \text{TVA}_r)}$$

avec :

- Cr : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus ;
- Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Index_r : indice TP01 utilisé pour l'établissement des montants de référence des garanties financières mentionnés dans le tableau ci-dessus, soit l'indice TP 01 de novembre 2024 publié en janvier 2025 = 130,2 × 6,5345 (coefficient de raccordement) = 850,79 ;
- TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

- TVAr : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,20.

ARTICLE 2.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

ARTICLE 2.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II du même article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière et des installations, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de cette suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 2.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES

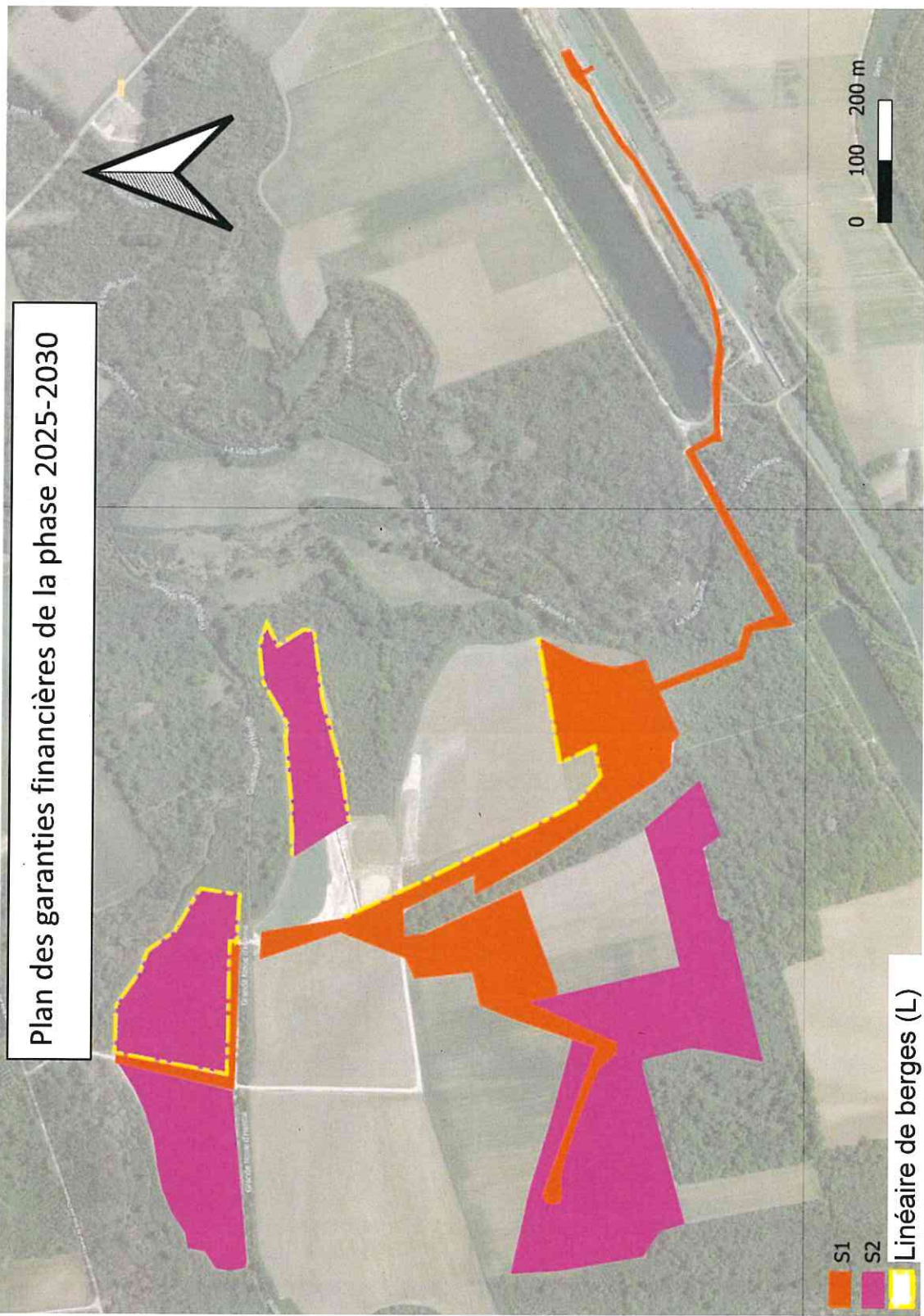
Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant ou en cas de disparition de la personne morale par suite de sa liquidation amiable.

ARTICLE 2.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1 un plan topographique de la carrière indiquant les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et L de l'année N et le périmètre précis de chacune des surfaces.

ANNEXES : Plans de garanties financières.





Linéaire de berges (L)

